



**Arrêté n° 41-2025-03-07-00004**

**modifiant l'arrêté préfectoral n° 41-2015-11-09-007 du 9 novembre 2015  
complétant et modifiant les prescriptions applicables à la SAS Société Orléanaise  
d'Assainissement (SOA) pour l'installation de transit et regroupement de déchets  
dangereux et non dangereux qu'elle exploite au Controis-en-Sologne**

**Le Préfet de Loir-et-Cher,**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** le code de la santé publique, en particulier ses articles R. 1416-1 à R. 1416-5 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 97-4203 du 22 décembre 1997 autorisant la société SOA à exploiter une installation de transit de déchets spéciaux à Contres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2015-11-09-007 du 9 novembre 2015 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la SAS Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite à Contres ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2022-02-04-0001 du 4 février 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° 41-2015-11-09-007 du 9 novembre 2015 complétant et modifiant les prescriptions applicables à la société SAS Société Orléanaise d'Assainissement (SOA) pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite au Controis-en-Sologne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

**Vu** le « porter » à connaissance du 20 décembre 2024 sollicitant des modifications des titres 8 et 9 de l'arrêté préfectoral n° 41-2015-11-09-007 du 9 novembre 2015 ;

**Vu** le rapport et les propositions du 6 février 2025 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 14 février 2025 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la réponse du 7 mars 2025 de la société SOA ;

**Considérant** que les activités exercées par la société SOA ne sont pas modifiées ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du CoDERST.

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher :

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Gestion des déchets dangereux et non dangereux**

Au titre 8, à l'article 8.1.1 avant l'article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2015, l'alinéa suivant est ajouté :

*Pour être admis, les déchets doivent satisfaire à la procédure d'information préalable et la procédure d'acceptation préalable en vigueur visées aux articles 8.1.1.1 et 8.1.1.2 ci-dessous, à l'exception des déchets non dangereux issus de l'activité assainissement (déchets issus des activités d'entretien des installations d'assainissement, bacs à graisses, sables de curage des réseaux des eaux pluviales et des eaux usées, et équipements similaires) des réseaux urbains.*

### **Article 2 : Surveillance des eaux souterraines**

Au titre 9, les deux premiers alinéas de l'article 9.2.5.1 sont supprimés et remplacés par :

*Une surveillance de la qualité des eaux souterraines sera exercée avec une fréquence semestrielle (une mesure en période de hautes eaux et une en période de basses eaux). Les points de prélèvement sont les piézomètres PZ1, PZ2, PZ3 et PZ4.*

### **Article 3 : Sanctions**

Les infractions ou inobservations des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

### **Article 4 : Notification et information des tiers**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera, en permanence, de façon visible dans son installation.

Il est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher pendant au moins quatre mois.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie du Controis-en-Sologne, et peut y être consultée ;
- affichée à la mairie du Controis-en-Sologne pendant au moins un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- adressée au sous-préfet de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay ;
- adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire

## **Article 5 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Romorantin-Lanthenay, le maire du Controis-en-Sologne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **07 MARS 2025**

Pour le préfet de Loir-et-Cher, et par délégation  
Le secrétaire général



Faustin GADEN

### **Délais et voies de recours**

a présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif d'ORLÉANS, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex :

1. par les pétitionnaires ou exploitants dans les deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
  - a – l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b – de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à partir du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS CEDEX) ou hiérarchique auprès de Madame la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1 et 2.

L'auteur de l'un quelconque de ces recours doit le notifier à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité de celui-ci. Cette double notification doit intervenir dans les quinze jours du dépôt du recours.